

**CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE  
NOUS, ON LA DEFEND !**



# DÉCLARATION

Montreuil, le 20 juin 2018

## PLÉNIÈRE DU CE MAINTENANCE & TRAVAUX DU 30 MAI 2018

Monsieur le Président,

Les salariés s'épanouissent de moins en moins dans les entreprises, c'est ainsi que la CGT résume le rapport au travail de milliers de salariés dans notre pays. Pire, le travail est souvent vécu comme une souffrance ou une douleur.

Pour les représentants des salariés, une de leurs priorités réside dans le droit de celles et ceux qui souffrent pour qu'elles et ils puissent s'exprimer pour comprendre et corriger ce qui les empêche de bien faire leur travail, qu'ils soient ouvriers, techniciens, ingénieurs ou cadres.

L'on voit se multiplier des blogs, des vidéos, des sites réalisés par des femmes et des hommes décrivant la réalité de leur vie au travail qui, en même temps, démontrent les contractions à gérer entre la mise en œuvre de leur savoir-faire, de leurs compétences, de leur sens de l'intérêt général avec les objectifs poursuivis par l'entreprise ou le service.

Cette réalité a été largement mise en avant lors des différentes journées d'action menées par la Confédération Générale du Travail.

On pourrait également évoquer dans cet état d'esprit, le recours de plus en plus fréquent au télétravail dans les entreprises, où l'argumentaire patronal sur ses bienfaits tourne à une mayonnaise de productivité, de baisse des coûts du travail et de rendement financier !

L'indispensable débat que réclame la CGT ne peut donc se résumer à la lutte contre le chômage et la création d'emplois, comme certaines femmes et hommes politiques le revendiquent avec le MEDEF.

En niant toute la réalité du mal au travail, elles et ils dédouanent le Capital de toutes ses responsabilités pour mieux culpabiliser les salariés, les privés d'emplois et celles et ceux qui sont au bord de leur entrée active dans la société, à savoir les jeunes et les étudiant-e-s.

Là encore, les exemples ne manquent pas dans les groupes, les sociétés, les moyennes et quelques petites entreprises qui en ces temps, ajoutent à leurs barèmes sociaux économiques « une révolution numérique » pour le meilleur des services.

Ainsi, la modernité et ces symboles nouveaux pour le monde du travail seraient la fin de toutes règles collectives en matière de droit sociaux et de protection sociale.

Monsieur Le Président, vous avez forcément reconnu dans ce préambule, le discours du Président Macron qui depuis des mois agite à coups de parrains médiatiques les horizons qu'il a décidé tout seul pour notre pays sur la base d'une Europe peu libre et complètement faussée.

Développement du travailleur indépendant, construction de plateformes numériques et renforcement de l'auto-entrepreneur, pour ce Président qui n'est ni de droite, ni de droite, mais surtout de droite, mieux vaut avoir un petit boulot que pas de boulot du tout.

Vive la théorie du vide social, vive les premiers de cordées et les ordonnances et quel programme pour un homme élu majoritairement avec moins de 20 % !



C'est clairement le sens de la réforme à tiroir du droit du Travail et à haut rendement financier. Si, les chiens ne font pas des chats, un banquier ne crée pas de la richesse et les crakeurs ne le savent que trop bien dans leurs bourses !

De là à dire que l'ex de Rothschild nous emmène vers une banqueroute économique, sociale et environnementale, il n'y a qu'un pas de réflexion et d'attention à observer.

Au passage et pour l'image, l'ex est aussi synonyme de divorce avec le peuple.

Le dogme qui est repris en cœur dans le Figaro par exemple prend d'assaut tout ce qui peut l'être pour communiquer sur le pseudo coût du travail que l'on retrouve bien évidemment dans les bons vieux discours quotidiens du patronat et de dirigeants politiques, en France, en Europe et dans un monde où la guerre paye rubis sur or !

Dans ces conditions sociales dramatiques, oui, la CGT partout où elle est présente, ne lâchera pas pour revendiquer un véritable statut du salarié qui humanise le travail pour donner tout son sens d'épanouissement et de vie, les uns avec les autres, contraire à l'opposition des salariés entre eux, comme cela est orchestré de partout !

Vivre dignement, c'est la base de notre campagne pour la reconquête sociale, alors attendez-vous, là aussi, à savoir.

Pour la CGT, la baisse des cotisations sociales n'est pas une bonne nouvelle pour le pouvoir d'achat, le ministre de l'économie et des Finances ne le sait que trop bien avec ses résultats calamiteux internes comme en matière de balances extérieures. Mais Monsieur Lemaire n'aime pas la Commune, c'est bien connu !

Plus que jamais, le thème de la mondialisation, les enjeux mondiaux et européens sont au cœur de la réalité du monde et des citoyens en général.

Ils sont souvent le prétexte pour accroître la déréglementation, favoriser les mouvements de capitaux, accentuer la mise en concurrence des travailleurs et des peuples, comme en attestent les divers accords de libre-échange intercontinentaux.

Même si le cerveau d'un grand blond américain souffre d'une autosuffisance en la matière pour mieux tirer le monde dans ses bras, il est aussi de cette partie.

Les vautours n'aiment que leur chaire et leur coussin garni d'or et d'oseille ! Ambroise Croizat, ministre communiste du travail et de la sécurité sociale de 1945 à 1947 disait : « Ne parlez pas d'acquis sociaux, mais de conquises sociales parce que le patronat ne désarme jamais ».

Mais que cette phrase est d'actualité dans notre pays, dans les entreprises, qu'elles soient privées ou public !

La CGT s'y emploie et particulièrement notre Fédération au sein d'un joyaux fait d'hommes et de femmes compétents et fiers du service public ferroviaire, malgré l'ensemble des pièges et des bâtons posés dans les roues de notre locomotive sociale.

Prendre le service public et son modèle économique par le seul impératif de l'équilibre des coûts révèle que la finalité est d'inscrire la rentabilité financière comme loi naturelle contre l'utilité sociale et écologique du rail.

Nulle démonstration, pas un retour d'expérience sérieux sur la politique de libéralisation en Europe alors que les textes de l'Union le prévoient.

L'empilement des réformes de 1997 et de 2014 comme des réorganisations de la SNCF dans une logique de cloisonnement d'activités et de services sont à l'origine des difficultés que connaît le système ferroviaire.

Le désengagement de l'Etat et les stratégies d'organisation de la SNCF comme sa gourmandise à croître à l'international ont agi comme fil conducteur d'une transformation de notre entreprise publique pour en faire une machine à cash et l'éloigner de ses missions de service public.

Devant l'incapacité des présidences de la SNCF à prendre leurs responsabilités et interpellé l'Etat sur la feuille de route et les moyens qui lui sont alloués, depuis le 3 avril 2018, les cheminotes et les cheminots sont engagé-e-s dans un bras de fer contre le Gouvernement et la Direction de l'Entreprise, en répondant massivement et par la grève à l'appel de préavis qui tombent au grès de l'avancée des négociations.

Et comme il n'y en a pas, ils s'enchainent.

La 12ème séquence de grève offre un constat implacable. Après plus deux mois de mobilisation, le mouvement fait toujours autant couler d'encre qu'au premier jour. La stratégie syndicale commune paie, puisque la SNCF avoue elle-même qu'elle commence à éprouver de sérieuses difficultés à assurer la production ferroviaire durant les journées non affectées par les préavis de grève. Les moissons arrivent mais la récolte rapportera moins de blé si les négociations ne commencent pas véritablement.

Dans une mobilisation qui se voit, s'entend et est efficace à plusieurs égards, c'est dans ce contexte que le chef du gouvernement reçoit maintenant les Organisations Syndicales Cheminotes, ayant pris

des mains le dossier de la réforme que Mme Borne n'a en rien travaillé.

Cette victoire est à mettre à l'actif de la mobilisation des cheminotes et des cheminots, car c'est une première réponse aux revendications que portent les Organisations Syndicales sur le service public ferroviaire.

Ainsi, en procédant de la sorte, le premier ministre reconnaît que toute réforme du ferroviaire concerne la Nation toute entière et non uniquement les cheminots.

On n'avance pas vite, mais on vote et on avance quelque peu !

Les annonces concernant la reprise de la dette confirment tout autant que celle-ci appartient bien à l'état. Sans être un véritable préalable, c'est en tout état de cause un signe qu'une autre réforme est possible. Pour autant, le nouveau pilote de l'avion n'a pas encore compris l'obligation de négociation que lui imposent les cheminots, puisqu'il continue de considérer que certains aspects de la réforme ne sont pas négociables.

La Fédération CGT des Cheminots avec les organisations syndicales a engagé toutes ses forces dans le bras de fer avec un gouvernement et une Direction. Et cela se voit !

Pour le moment, ils restent sourds aux revendications légitimes des cheminotes et des cheminots.

Nos buts sont clairs dans cet engagement des forces sociales cheminotes :

- Gagner une entreprise publique de service publique unique et intégrée,
- Gagner le désendettement du système ferroviaire,
- Gagner la relance du Fret au sein de la SNCF,
- Gagner des moyens et un plan d'envergure pour la modernisation du réseau,
- Gagner une autre organisation interne de la SNCF,
- Gagner une autre stratégie de groupe SNCF autour d'un développement du ferroviaire public,
- Gagner le maintien de la SNCF comme opérateur unique du ferroviaire en France, comme le permet le règlement OSP réformé lors du quatrième paquet ferroviaire.

Depuis le premier jour, vous nous jurez que cette réforme n'a pas pour objectif de privatiser la SNCF, que la seule motivation est l'amélioration du service public ferroviaire.

L'annonce de la filialisation de Gares & Connexions prouve le contraire. Dans le même temps, la Direction mène des négociations secrètes avec le

ministère des transports. C'est ainsi que l'on a appris qu'elle aurait demandé au gouvernement de limiter l'incessibilité des titres de l'entreprise publique à la seule holding.

Alors que l'Assemblée Nationale a refusé tout amendement visant à inscrire dans la loi le caractère incessible des titres de la future entreprise, la SNCF cherche, de son côté, à faire adopter des amendements permettant de céder ou d'ouvrir le capital de SNCF Mobilités ou de SNCF Réseau. Pire encore, elle souhaiterait que l'activité TER puisse être filialisée.

Dès lors, nous savons que l'ensemble du périmètre passerait sous statut de filiale chez Keolis et sortirait de facto du giron de la SNCF. Quid alors du maintien du statut pour les cheminots concernés ?

Vous le savez, l'organisation du *Vot'Action* dans toute l'entreprise avec les forces évidentes et efficaces de la CGT a démontré que cette consultation, décrite par la Direction et le gouvernement, a permis aux cheminots de s'exprimer sur ce pacte des loups ferroviaire.

Alors que le 1er Ministre et le président de la SNCF lançaient à qui voulait le croire que 85 % des cheminots était favorables au Pacte gouvernemental, la réponse des cheminots est très claire.

C'est NON à 95 % !

Ce résultat constitue un mandat clair aux organisations syndicales pour poursuivre leur travail de mobilisation des cheminots et d'information des usagers et citoyens sur sa nocivité.

A l'INFRA M et T comme ailleurs, ils se sont sentis trahis lorsque les principaux hauts dirigeants ont emboîté le pas du Gouvernement, en répandant dans les médias pour vanter les mérites des futurs concurrents et tout ce qu'ils allaient apporter, sous-entendu que les cheminots ne sauraient pas ou ne voudraient pas faire.

Or, qui peut croire qu'un réseau de lignes UIC 7 à 9 délabré, transféré aux régions sans accompagnement budgétaire permettant leur maintenance, régénération et modernisation, conduirait à sa pérennisation et son développement.

Comme quoi, les dernières publications de Réseau sont une véritable provocation.

Monsieur Jeantet se dit convaincu qu'il relèvera son défi avec les cheminots, dans un édito de « Réseau le Mag ». Eh bien oui, c'est son défi, mais il est le seul à le croire !

Nous ne sommes visiblement pas sur la même planète, d'autant plus que dans le contenu de ce magazine, la SNCF, qui fait rouler des cars et des

camions par milliers, se fait passer pour une entreprise verte !

Et non, aujourd'hui, elle est rouge de rage et nous préférons passer rapidement sur ce journal qui, pour faire passer la pilule, s'appuie d'éléments qu'il faut continuer de faire évoluer, l'égalité professionnelle par exemple, pour donner l'image de bon sens aux sujets qui sont aujourd'hui sur la table et dans les piquets de grève.

Ainsi, Monsieur le Président, plutôt que de lire les 17 pages suivantes de la déclaration qui, compte tenu du contexte, ne donneraient pas l'espace suffisant à l'ordre du jour, nous concluons en vous faisant remarquer qu'à la CGT, nous sommes toujours aussi convaincus et toujours aussi convainquants, que nous sommes toujours autant déterminés et que déterminants.

Il faut que vous pensiez aussi à l'après conflit pour mieux appréhender que vous allez être obligé de négocier sur les sujets nationaux, régionaux, locaux comme au niveau métier.

Nous avons su faire basculer le conseil régional de Bourgogne Franche Comté vers la voie du service public, nous avons su rassembler des artistes et intellectuels sur la question du service public, nous avons su faire signer des tribunes par des élus, des associations et des responsables syndicaux, nous avons réussi à redonner aux cheminots leur fierté et l'envie de se battre pour leurs métiers.

Vous avez perdu d'ores et déjà des batailles, ne ratez pas la retraite. La rentrée peut être terrible si vous ne comblez pas le fossé qui ne cesse de grandir entre la direction de l'entreprise et les cheminots de tous collègues.

Alors, ringarde la CGT ?

Monsieur le Président, vous allez être obligé de négocier, tout comme le gouvernement !

Merci de votre attention.

